

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-droite-francaise-au-gouvernement-et-son-systeme-est-sous-pression>

# **La droite française au gouvernement et son système est sous pression.**

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : mercredi 29 mars 2006

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Les syndicats et les étudiants français ont appelé à de nouvelles manifestations le 4 avril contre le contrat-jeunes, accentuant encore la pression sur le président Jacques Chirac sommé d'intervenir face à l'intransigeance du premier ministre Dominique de Villepin.**

**Par Agence France-Presse**

Paris, le mercredi 29 mars 2006

Au lendemain de défilés ayant réuni entre un et trois millions de personnes, les plus imposants en France depuis plus d'une vingtaine d'années, le premier ministre a réaffirmé à l'Assemblée nationale son refus de retirer le contrat première embauche (CPE).

Les syndicats ont décidé de poursuivre la confrontation, confortés dans leur stratégie par leur succès de mardi, en appelant à des manifestations, mais aussi à des grèves, partout en France le 4 avril. Le premier syndicat du pays, la CGT a déjà appelé à la grève dans les chemins de fer.

Les syndicats et mouvements de jeunes ont appelé le chef de l'État à « user de ses prérogatives pour que le CPE soit retiré ».

M. Chirac a décidé de s'exprimer « dans les prochains jours » sur le CPE, a indiqué son entourage.

Cette intervention devrait logiquement intervenir après la décision, attendue jeudi, du Conseil constitutionnel, qui doit se prononcer sur la validité de la « loi sur l'égalité des chances » instituant le CPE.

Si le Conseil constitutionnel approuve le texte la balle sera dans le camp du président qui a 15 jours pour promulguer la loi ou demander au Parlement une nouvelle délibération, une disposition rarement utilisée.

M. Chirac pourrait promulguer la loi « d'ici à la fin de la semaine » en cas de validation du texte, ont indiqué des proches du chef de l'État, sous couvert d'anonymat, assurant que le couple exécutif était « totalement à l'unisson » et n'entendait pas « céder à la pression de la rue ».

Les ténors de l'opposition de gauche, dont le leader du parti socialiste François Hollande et sa compagne Ségolène Royal, qui caracole en tête des sondages de popularité, ont appelé Jacques Chirac à intervenir rapidement.

« Lorsqu'il y a une rupture grave au sein du pays (...) c'est au chef de l'État d'intervenir », a déclaré Mme Royal.

La fracture s'est aussi agrandie au sein de la droite, isolant un peu plus le premier ministre, peu à peu lâché par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, également président du parti au pouvoir UMP, et ses amis.

M. Sarkozy, grand rival à droite du premier ministre dans la perspective de la présidentielle de 2007, a estimé mercredi « qu'une vraie négociation doit s'engager sans préalable » car « la situation actuelle est porteuse de trop de dangers ».

## **La droite française au gouvernement et son système est sous pression.**

---

La crise sociale « se double d'une crise politique, qui met Dominique de Villepin et Jacques Chirac, dans une situation des plus inconfortables pour ne pas dire ingérables », selon le quotidien économique Les Échos.

Preuve peut-être de la tension à laquelle il est soumis, le premier ministre a commis un lapsus saisissant mercredi devant l'Assemblée nationale, parlant de « démission », au lieu de « décision » du Conseil constitutionnel.

Le quotidien Le Monde a estimé que M. de Villepin était « acculé ». « S'il s'enferme et va jusqu'à obtenir du chef de l'État la promulgation de la loi, il renforce encore un peu plus le redoutable sentiment des Français que les responsables politiques ne les écoutent pas ».

Les risques de dérapage du conflit ont été à nouveau soulignés par les violents incidents impliquant de jeunes casseurs en marge des manifestations mardi dans plusieurs villes de province et à Paris, où un policier a été grièvement blessé.

Le ministre de l'Education nationale Gilles de Robien a donné pour consigne aux responsables de l'éducation que les lycées toujours bloqués par le mouvement anti-CPE soient « rouverts » dès jeudi matin, une décision susceptible de provoquer de nouveaux heurts. Les syndicats ont mis en garde contre « toute tentative de coup de force ».

Près de 10% des quelque 4000 lycées étaient touchés mercredi par la fronde, dont 119 fermés.